Document de Référence

Réintégration Socio Economique des Ex Combattants

Abidjan, Séminaire ADDR 4-6 Novembre 2014

Introduction

Ce document de référence a été élaboré à la demande de l'ADDR. L'objectif est de fournir un aperçu des principaux enseignements tirés en ce qui concerne les programmes de réintégration à base communautaire, en mettant l'accent sur les questions présentant un intérêt particulier pour le processus de réinsertion en Côte-d'Ivoire. En plus de cela, le document fournit de brefs exemples d'expériences de programmes de réintégration dans d'autres pays, la plupart d'entre eux pris en charge par le PNUD. Le document se fonde, entre autres, sur les leçons tirées d'une récente évaluation des programmes de réintégration du PNUD (2013) ainsi que d'autres analyses effectués par des partenaires externes. Le document ne vise pas à être exhaustive, mais présente quelques questions sélectionnées présentant un intérêt pour les opportunités et les défis en Côte-d'Ivoire.

REINTEGRATION A BASE COMMUNAUTAIRE - ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE ET APPROPRIATION NATIONALE

Leçon 1- Une approche communautaire à prouvé être critique pour la durabilité et le succès des programmes de réinsertion

La pratique a montré que un fort engagement communautaire a été essentiel pour la viabilité et la réussite du retour des ex-combattants. Engager les membres de la communauté a souvent contribué à la restauration de auto-estime et l'acceptation des ex-combattants, la cohésion sociale entre les ex-combattants et les communautés a réduit le risque de réengagement des ex-combattants dans le conflit. Les programmes de réintégration communautaires semblent les mieux adaptés pour des programmes visant à: 1) aider les communautés à accepter les ex-combattants et à réduire la stigmatisation; 2) soutenir la cohésion sociale des communautés; 3) prévenir ou réduire les conflits par des solutions négociées; 4) prévenir que jeunes sans travail ou des stabilisés rejoignent encore le conflit et; 5) prévenir ou réduire les conflits à travers des initiatives complémentaires de désarmement civil et des initiatives de contrôle communautaire des armes.

En plus de cela, une approche basée sur la communauté contribue à: 1) éliminer les tensions immédiates sur l'accès à l'emploi et les autres moyens de subsistance entre les membres des communautés d'accueil; 2) contribue à accroître les capacités d'absorption et de résilience des communautés d'accueil pour soutenir le retour des ex-combattants; 3) renforcer la résilience globale de la communauté au-delà de la crise. Un certain nombre de points d'entrée spécifiques ont été utilisées pour faire participer les membres de la communauté:

a) l'identification conjointe des bénéficiaires et des projets priorités

Pour soutenir l'acceptation de l'arrivée des ex-combattants dans leurs communauté, le PNUD a souvent pour but de travailler en étroite collaboration avec les autorités locales et les dirigeants de la communauté, afin d'assurer l'inclusion et l'appropriation et du processus, soutenant ainsi la cohésion sociale. Projets de "Cash for Work", mises en œuvre dans la phase de réinsertion et / ou de réintégration, ont souvent mis l'accent sur la réhabilitation des infrastructures communautaires socio-économiques, donnant un à la prestation de services de base lorsque cela est possible. Ces interventions contribuent à faire en sorte que les communautés bénéficient de l'appui fourni et aussi à l'acceptation et une image plus positive du retour des ex-combattants. Travailler en étroite collaboration avec les autorités locales peut se focaliser sur:

Travailler avec les conseils communaux et les parties prenantes des districts sélectionnés pour réaliser des évaluation participative et prioritaires des besoins dans les communautés d'accueil, assurer la participation des femmes et des jeunes, des minorités et des groupes qui reviennent, comme les ex-combattants. Les évaluations participatives sont importantes afin d'assurer que les communautés elles-mêmes sont en mesure de mettre en évidence les principales menaces à leur sécurité et les obstacles au développement et contribuer à identifier les réponses requises. En plus de cela, la planification participative contribue à la durabilité globale des efforts à travers le renforcement des capacités de la structure de l'administration locale et les acteurs.

L'expérience du **Népal** parmi d'autres, montre également que une bonne communication avec les communautés est essentielle. Au Népal dans le cadre du Programme de Réhabilitation Inter-Agences des Nations Unies (UNIRP), l'appropriation locale a été développé grâce à un plan de communication globale et coordonnée orientée vers les membres de la communauté locale et les organisations. L'approche UNIRP au Népal a été articulé autour de deux résultats complémentaires: 1) la provision de packages d'options mis à disposition des bénéficiaires de la formation professionnelle, du développement des petites entreprises, de l'éducation (formelle et informelle), et liés à la formation en santé et éducation, et; 2) un engagement plus large et le soutien à la réhabilitation des individus, pris en charge et mis en œuvre à travers des campagnes d'information publique et de sensibilisation.

b) double ciblage des ex-combattants et des membres de la communauté

L'expérience jusqu'à présent a indiqué l'importance d'assurer un ratio approprié entre les membres de la communauté locale et des ex-combattants participant à des initiatives de réintégration. Les bénéfices de membres de la communauté et des ex-combattants qui participent conjointement (et bénéficient) d'un programme de réinsertion ont été démontrées dans divers examens et études[1].

Le programme de réintégration à base communautaire au **Burundi** - approche 3x6 - a utilisé le double ciblage avec des résultats très positifs. Le programme ciblait les membres de la communauté aux côtés des ex-combattants avec un ratio de 30-70%. Cela comprenait des membres de la communauté qui participent à des projets de reconstruction communautaire ("cash for work") projets. En plus de cela, le

[1] See as an example "Ex-combatants Economic Associations in the Republic of Congo: Collective microprojects and revenue creation", 2012, Dr Natacha Lemasle, TDRP (www.tdrp.net).

programme a encouragé les membres de la communauté et des participants de différents groupes de travailler ensemble en formant des "joint-ventures" avec les subventions prévues par le programme d'appui aux petites entreprises. Ce faisant, a soutenu la réconciliation et l'acceptation des ex-combattants dans les communautés en réunissant les gens sur un intérêt économique commun. Réunions hebdomadaires communautaires et des initiatives de sensibilisation ont été fournis au cours du programme pour soutenir la réconciliation et la cohésion sociale.

En **RDC**, le programme de redressement et de réinsertion sociale (CRRP) visait une proportion de 50/50 entre les membres de la communauté et les ex-combattants. Cependant, le projet a changé le rapport à 70 pour cent des ex-combattants et 30 membres pour cent de la communauté.

c) Soutenir l'appropriation locale et l'engagement des membres de la communauté et des ex-combattants

Un bon exemple de l'engagement et l'appropriation des participants est l'approche 3x6 élaboré par le PNUD **Burundi** (voir plus bas pour plus de détails). Il se distingue des autres programmes de réinsertion par l'accent mis sur la durabilité systématique et l'appropriation locale. Il a réussi en partie parce que les ex-combattants comptaient sur leurs propres investissements des épargnes qu'ils ont accumulées lors de leur participation dans les interventions de "cash for work". La promotion de l'appropriation a aidé aux ex-combattants à être conscients de leurs responsabilités. En outre, les collectivités locales ont participé à toutes les phases du projet au **Burundi**, ce qui a permis d'identifier les besoins et les priorités des ex-combattants[2].

LIENS AVEC LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET LES INITIATIVES DE AUPRES DES JEUNES A RISQUE

Leçon 2: Les programmes de sécurité communautaire ne sont pas un remplacement pour le DDR, mais peuvent être considérées comme complémentaires ou dans le suivi des programmes de réintégration des ex-combattants

Des liens avec les programmes de sécurité communautaire ont été utilisées dans plusieurs programmes appuyés par le PNUD. L'expérience principale est que ces programmes ont été utiles pour compléter les programmes de DDR et / ou pour donner une continuation dans le suivi de leur réintégration. Cependant, les initiatives de sécurité communautaire n'ont souvent pas offert des primes aux combattants réticents pour abandonner leurs armes et retourner à la vie civile, comme cela a été l'expérience en Somalie. Par exemple, le projet Jeunes à risque (YAR) en **Somalie**, n'a pas fourni suffisamment primes pour les éléments du noyau dur de la milice pour abandonner leurs armes et retourner à la vie civile. En plus de cela, l'évaluation de ce programme indique que les initiatives de sécurité communautaire ont moins bien réussi dans des zones trop instables, ce qui indique l'importance de l'analyse des conflits et l'évaluation des niveaux de sécurité avant le début du programme dans des zones géographiques particulières[3].

Projet jeunes à risque (YAR) en Somalie

[2] Appui à la réintégration socioéconomique des populations affectées par les crises et au relèvement communautaire dans les provinces de Bubanza, Bujumbura Rural et Cibitoke , PBF, Dec. 2011, p. 10.

[3] Evaluation of UNDP Reintegration programs, Field Mission Report, Somalia, Finding 6.

L'objectif du projet jeunes à risque (YAR), mis en place en **Somalie** par le PNUD, l'UNICEF et l'OIT entre 2010 et 2012, était de «contenir et prévenir les conflits violents et engager les jeunes à risque à travers la création d'emplois et de opportunités de subsistance au niveau du district". La coopération entre les trois agences autour de cinq composantes clairement identifiés est un exemple de bonne pratique de partenariat dans la mise en œuvre des projets de subsistance. L'approche du projet construit sur *la Politique des Nations Unies pour la Création d'Emplois, de Revenus et la Réintégration* en P*ost-Conflit* a servi de base pour le partenariat, notamment entre l'OIT et le PNUD. Bien que l'évaluation de la YAR a mis en évidence que la période de formation était trop courte, ce qui ne permet pas aux participants d'être compétitifs sur le marché du travail, le projet a été un succès et a permis la réinsertion socio-économique des jeunes dans les zones ciblées.

Le YAR: 1) a soutenu le processus de sélection et la démilitarisation de quelques 2000 jeunes et adolescents âgés de moins de 35 ans avec le PNUD comme le principal partenaire d'exécution; 2) a permis de démobiliser et réintégrer prés de 700 adolescents (moins de 18 ans) au sein de 2000 jeunes avec l'UNICEF comme le principal partenaire d'exécution; 3a) créé 1.300 opportunités d'emploi à court terme pour les jeunes de plus de 18 ans (main-d'œuvre intensive, activités génératrices de revenus) afin de contribuer à la réduction de la violence, le développement communautaire et les travaux publics avec l'OIT comme le principal partenaire d'exécution avec l'appui du PNUD); 4) a supporté l'autonomisation des femmes, des jeunes et des groupes marginalisés pour contribuer à la sécurité dans la prise de décision avec le PNUD comme le principal partenaire d'exécution et; 5) a soutenu la création d'emplois durables et le développement des entreprises grâce à la formation professionnelle, la formation des jeunes à l'entrepreneuriat et le développement des compétences en business. Cette structure peut, dans une large mesure, remplacer l'éventuelle création d'une commission nationale de DDR.

Darfour - Sécurité Communautaire et Contrôle d'Armes (2014-2016)

Le programme de **Darfour** CSAC (Sécurité Communautaire et Contrôle d'Armes) n'a que récemment commencé. Cependant, l'exemple est partagée dans le présent document pour illustrer l'approche intégrée utilisée dans le cadre du programme, avec l'incorporation d'une approche de sécurité communautaire dans le cadre d'un programme de réintégration plus large. L'initiative vise principalement les personnes avec des capacités d'être a l'origine des conflits; les jeunes chômeurs à risque, et ceux qui sont sur le point d'être entraînés dans un conflit ou participent activement dans les conflits. En ce qui concerne les moyens de subsistance, le projet fournira une formation, des capacités et des possibilités telles que la liaison avec les participants dans des initiatives de la chaîne de valeur et les marchés dans tout le **Darfour**. Le groupe cible sera également utilisé comme un groupe de ressources pour réhabiliter l'infrastructure communautaire. En plus de cela, le projet permettra de promouvoir le renforcement des capacités des communautés et des parties prenantes locales à réduire la violence armée, promouvoir la paix et la réconciliation et le contrôle progressive des armes légères. Cela se fera en soutenant les collectivités dans le but d'établir ou de renforcer les structures de gestion de la communauté et de construire ou d'améliorer leur capacité à gérer les conflits et promouvoir la réconciliation et la coexistence pacifique.

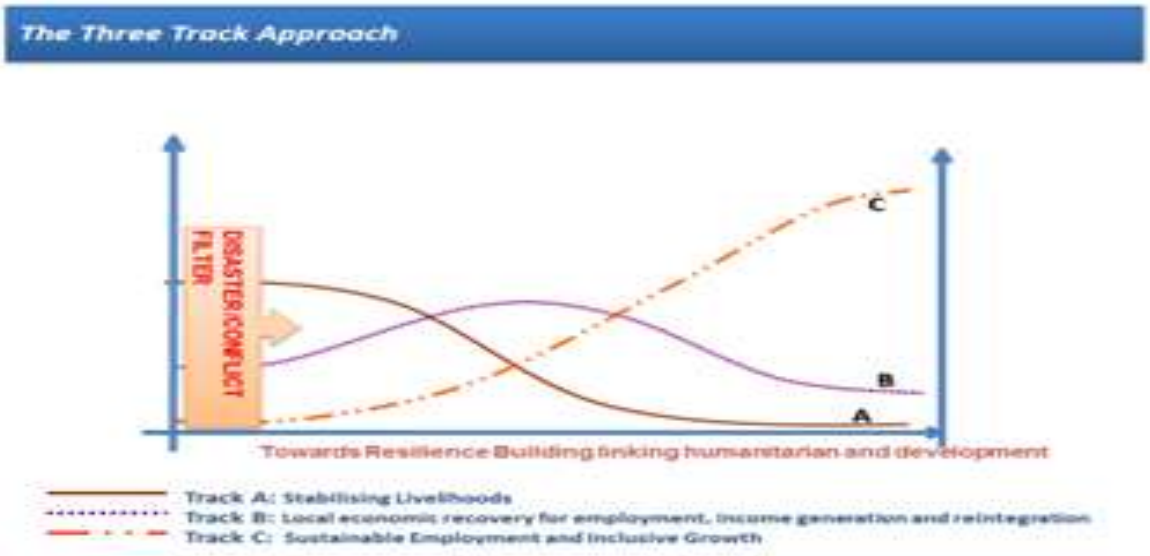
REINTEGRATION DURABLE ET RESILIENCE COMMUNAUTAIRE

Leçon 3: la réinsertion socio-économique durable nécessite des interventions à court, moyen et long terme à etre mises en œuvre simultanéement

La réintégration est un processus socio-économique avec un délai ouvert (IDDRS). La plupart des évaluations ont révélé la nécessité d'un soutien à long terme, mais dans la pratique, des problèmes de financement ont souvent conduit à un soutien à court terme[4]. La pratique à ce jour indique l'importance de lier les programmes de reintegration à des initiatives de récupération communautaires plus larges et des initiatives de relance des moyens de subsistance quand il est possible.

Dans ce sens, le PNUD a adopté "l'approche 3-TRACK" pour sa programmation des moyens de subsistance et de réintégration dans les situations de crise et post-crise (Guide PNUD sur moyens de subsistance et la relance économique dans les contextes pos crise - 2013). TRACK A répond aux besoins urgents des groupes touchés par la crise avec des interventions pour aider à stabiliser les moyens de subsistance. TRACK B se concentre sur les moyennes et la reprise économique locale à long terme, y compris les interventions pour stimuler l'emploi durable, la génération de revenus et la réintégration. TRACK C se concentre sur la création d'emplois à long terme et une croissance économique inclusive. Les interventions dans le TRACK C aident à renforcer les systèmes et les politiques nationales qui sont nécessaires pour soutenir les progrès réalisés sur les TRACK A et B. Les interventions des trois TRACKs sont complémentaires, et une partie de l'activité sur les TRACK A, B, et C, telles que la formation des compétences, sont transversales.

Une tendance à se concentrer exclusivement sur le court terme est presque inévitable dans les premiers stades d'une situation de crise ou post-crise. L'expérience du PNUD, cependant, montre que les programmes dans les trois TRACKs doivent commencer tôt et idéalement en même temps.


The Three Track Approach
DISASTER/CONFLICT FILTER
C
B
A
Towards Resilience Building linking humanitarian and development
Track A: Stabilising Livelihoods
Track B: Local economic recovery for employment, income generation and reintegration
Track C: Sustainable Employment and Inclusive Growth

[4] Specker, Leontine, *The R phase of DDR processes: an overview of key lessons learned and practical experiences* (2008).

L'approche de 3x6, développée dans le cadre du programme de reintegration communautaire au Burundi, est un bon exemple de la façon dont l'approche 3 TRACK piste peut être mise en œuvre dans la pratique.

Burundi - L'Aproche 3x6[5]

L'approche de 3x6 a été développé par le PNUD pour appuyer la transition de l'emploi d'urgence à des formes plus durables de subsistance pour les groupes vulnérables de la population pendant des periodes de transition ou des contextes de (post) crise. L'approche peut ainsi jouer une étape cruciale vers la construction de la résilience au niveau individuel, familial, communautaire et institutionnel local. L'approche encourage les hommes et les femmes à prendre en charge leur processus de relance économique. L'approche 3x6 a ete originée lorsque le PNUD a cherché une réponse innovante à la nécessité de promouvoir des moyens de subsistence durables pour les groupes vulnérables.

L'approche est basée sur les composantes traditionnelles de la création d'emplois et de la promotion des moyens de subsistance:

a. Mettre les gens au travail,

b. L'injection de capitaux dans l'économie locale et

c. Offrir des possibilités pour un emploi alternative.

Alors que dans le même temps introduit de nouveaux composants novatrices:

a. Mettre l'accent sur une approche communautaire globale;

d. Faciliter l'épargne individuelle;

e. Promouvoir la cohésion sociale en encourageant les membres de la communauté à travailler ensemble pour réhabiliter les infrastructures socio-économiques et s'organiser dans des activités économiques collectives;

f. Promovoir l'appropriation au niveau individuel et communautaire à travers le partage des risques grâce à l'investissement conjoint, et;

g. Fournir un cadre pour la planification et la budgétisation sur une période spécifique d'une réponse.

Pendant l'utilisation de l'approche 3x6 au Burundi en 2012-2013, le PNUD a appuyé la création de plus de 600.000 jours de travail pour plus de 9.000 participants, dont 43% de femmes. 88% des participants en projets de "cash for work" ont choisi d'investir leur épargne individuelle dans des initiatives économiques conjointes et ont réussi à obtenir un revenu durable et sont devenus financièrement autonomes. Le PNUD a continué de travailler avec les bénéficiaires, y compris par le renforcement des capacités des acteurs économiques. 175 organisations de nouveaux producteurs ont été mis en place, bénéficiant 4316 bénéficiaires (dont 45% de femmes) dans la phase II du 3x6. 2191 bénéficiaires (dont 60% de femmes) ont choisi de mettre en place leurs propres PME. La pluspart des projets de "cash for work" ont mis un fort accent sur l'environnement, y compris le reboisement et la réhabilitation des

[5] Muñoz Leira Azul, *Mode d'Emploi du 3x6: Programme de Réintégration Socio Economique au Burundi 2012.*

infrastructures communautaires telles que les routes ruales, les gouttières et les drains. Certains projets ont permis entre autres, de réduire les risques d'inondation et d'érosion. Le PNUD et l'OIT ont appuyé le Gouvernement du Burundi avec l'évaluation de 6 chaînes de valeur, ce qui a permis d'identifier les secteurs à fort potentiel de création d'emplois. Les résultats ont constitué une base importante pour la Politique Nationale d'Emploi qui a été officiellement adopté en 2013[6].

Plusieurs analyses montrent que notamment, la planification de la phase de réintégration est généralement demarrée trop tard, ce qui entraîne des problèmes de financement et l'insuffisance des liens à long terme et aussi avec la durabilité des efforts de réinsertion. Le processus de planification devrait inclure le mapping des opportunités socio-économiques et l'évaluation des marchés. Au Soudan, l'absence d'une cartographie d'opportunités sur le marché de l'emploi a limité la pertinence des programmes de formation.

En plus de cela, des etudes indiquent que notamment la planification de la phase de réintégration commencé generalement trop tard, ce qui entraîne des problèmes de financement et l'insuffisance des liens à long terme et ainsi la durabilité des efforts de reintegration. La planification du processus devrait inclure la cartographie des opportunites de reintegration socio-économique et l'évaluation des marchés. En Côte d'Ivoire par exemple, même si le "1000 microprojets" auraient réussi à restaurer autoestime, la dignité et l'espoir des ex-combattants, la durabilité des projets et de la pertinence et la durabilité à long terme etait tres limitée puisque les micro-projets ont été librement choisi par les bénéficiaires et non sur une carte d'opportunités économiques. De même au Soudan ou l'absence d'une cartographie des opportunités presentes sur le marché de l'emploi a limité la pertinence des programmes de formation.

ROLE DU SECTEUR PRIVE

Leçon 4: Le secteur privé doit être engagé dès le début lors de la planification d'un programme de reintegration

Les analyses sur le rôle du secteur privé dans le processus de reintegration sont rares. Les quelques reviews effectuées sur le sujet, ont montré que les acteurs économiques locaux peuvent jouer un rôle utile. La participation du secteur privé pourrait favoriser plus les efforts de redressement et de développement à long terme. La zone la plus efficace pour un tel engagement est dans la création d'emplois et dans le renforcement de la confiance. Des préoccupations ont été soulevées dans certaines initiatives, par exemple sur les représailles contre representatiatives des enterprises, ainsi que la méfiance des ex-combatatnts de la part des employeurs potentiels.

Des etudes soulignent plusieurs leçons apprises tirés des efforts pour impliquer les acteurs économiques locaux dans les programmes de réinsertion. Tout d'abord, afin de faire en sorte que les possibilités offertes aux ex-combattants par les bailleurs de fonds internationaux correspondent mieux aux besoins du secteur privé, les entreprises doivent être davantage impliqués dans les étapes de planification de DDR, si elles veulent avoir un rôle plus important. Deuxièmement, afin d'assurer la contribution

[6] For more information on specific job creating opportunities under the Burundi Community Recovery Programme, please see: http://www.youtube.com/watch?v=QWmVrWeTkXk.

constructive du secteur privé, il est important d'améliorer la clarté sur le rôle et les possibilités du secteur privé dans le soutien de reintegration[7].

Il ya un certain nombre d'exemples intéressants de la façon dont les acteurs du secteur privé ont contribué positivement au processus de réintégration. L'un d'eux est le partenariat public-privé avec une ferme de canne à sucre aux **Philippines**.

Un partenariat public-privé pour la formation technique de l'agriculture de la canne à sucre (Programme Sala'am OIT, **Philippines**)

Le Programme International pour l'Elimination du Travail des Enfants (IPEC) de l'OIT, a travaillé par une agence du gouvernement des **Philippines**, le ministère du Travail et de l'Emploi et une entreprise privée, la Cotabato Sugar Central Corporation (COSUCECO), pour offrir une formation professionnelle de l'agriculture de la canne à sucre pour les enfants en âge de travailler au risque de recrutement, ou qui ont été associés à des forces et groupes armés. La formation a eu lieu dans la province de Maguindanao, Philippines, une région où l'économie repose principalement sur les activités agricoles. Cycles de formation visant connaissances techniques, des compétences de gestion agricole, compétences générales de la vie, éducation à la paix et sensibilisation sur le caractère illégal du recrutement de mineurs dans les forces et groupes armés. Contrairement aux programmes de formation précédents, le cours ont ete directement liés aux opportunités economiques agricoles disponibles, ce qui a augmenté l'employabilité dans le monde réel des jeunes. Pour COSUCECO, le partenariat a permis leur objectif stratégique d'elargir les plantations de canne à sucre dans la région, qui étaient auparavant inaccessibles en raison de l'instabilité et le manque de soutien du gouvernement.

Les enfants ont reçu formation technique / agricole et assuré que les stagiaires avaient hébergement, repas, outils agricoles et matériel. Ils ont également suivi des activités afin d'assurer les jeunes ne sont pas exposés à des travaux dangereux. Tous les 115 diplômés du cours ont atteint emploi en tant que techniciens du service de la canne à sucre pour les producteurs de canne à sucre, ce qui permet la vente de la canne à sucre en plus grande quantité et de meilleure qualité à COSUCECO. Les compétences acquises pendant les cours sont transférables à d'autres tâches liées à l'agriculture, et même l'auto-emploi, ce qui rend les jeunes très competitifs et employables dans leur province.

Le Libéria fournit aussi un exemple intéressant ou des ex-combattants sont engagés par une plantation de caoutchouc appartenant à l'État:

Liberia - Réintégration des ex-combattants dans une plantation de caoutchouc de propriété de l'Etat[8]

Pendant le conflit armé au **Libéria**, qui a pris fin en 2003, des groupes de miliciens ont saisi plusieurs plantations de caoutchouc lucratives, notamment Guthrie, qui était propriété du gouvernement, et Sinoe. Les ex-combattants qui travaillent sur ces plantations ont imposé des taxes perçus illégalement à travers à l'extorsion a des récolteurs de caoutchouc locaux et ont amassé des dizaines de milliers de dollars par semaine. Pour faire face à la menace posée par l'occupation de la plantation de caoutchouc à

[7] Office of the High Commissioner for Reintegration, March 2008.

[8] Country example adapted from Verité. 2011. *Rubber Production in Liberia.* Amherst: Massachusetts; Harwell, E. 2011. *Forests, ex-combatants and durable security: cross-sectoral implications of post-conflict programming.* In "Forests, Fragility and Conflict", PROFOR: Washington, D.C.; and Joint Government of Liberia & UN Report. 2006. *Rubber Plantations Task Force.*

la sécurité, la stabilité et les droits humains, le président nouvellement élu Ellen Johnson Sirleaf a créé le Rubber Plantation Task Force (RPTF) en 2006.

Le RPTF était une plate-forme multi-parties prenantes qui comprenait les ministères, les institutions nationales de sécurité, la commission nationale de DDR, les associations du secteur privé, les agences des Nations Unies, les donateurs et les organisations de la société civile. Le travail de l'RPTF a finalement conduit à un dialogue entre la MINUL et les ex-combattants et a abouti à leur engagement dans le programme national de DDR ainsi que le rétablissement du contrôle du gouvernement sur les plantations. Dans le programme national de DDR, 509 ex-combattants de la plantation de Guthrie ont été sélectionnés pour recevoir une formation au centre de formation agricole Tumutu dans le comté de Bong. 110 de ces ex-combattants formés ont finalement été réemployés par l'équipe de gestion intérimaire de la plantation. En 2009, quelque 100 ex-combattants étaient encore employées dans la plantation de Guthrie et la Direction payait a cette date un salaire régulier et les prestations de sécurité sociale des ex combattants.

Afghanistan - Programme de formation et apprentissage des ex-combattants dans le cadre du PNDA

Le **Afghanistan** New Beginning Programme (ANBP) a incorporé un rôle explicite pour le secteur privé dans le processus de DDR. En partenariat avec les ONG et les entreprises, les ex combattants pourraient se joindre à un programme de formation ou d'apprentissage, où ils seraient traités comme tout autre stagiaire et supervisés par l'ONG partenaire qui a reçu un financement de ANBP pour les activités de réintégration. La motivation pour l'entreprise était l'opportunité d'employer des stagiaires de DDR sans frais pour les 4-12 mois. Les ex-combattants pourraient également lancer leur propre entreprise, mais le taux d'échec de ces entreprises a été estimé à entre 60 et 80 pour cent. Les explications possibles ont été la petite taille du capital de démarrage et la capacité limitée des bénéficiaires à gérer le crédit, en plus du niveau de la pauvreté en **Afghanistan**, ce qui a considérablement réduit le pouvoir d'achat de la population locale[9].

Colombie

En **Colombie**, les efforts pour impliquer le secteur privé local dans le processus de réintégration des résultats différents. Un obstacle à la mobilisation du secteur privé pour le DDR était la mauvaise gestion et coordination de la part du gouvernement, en particulier le manque apparent d'un plan concret pour la participation du secteur privé, qui a conduit à douter de la façon dont le secteur privé pourrait contribuer. Il y avait la crainte d'être abandonné et d'assumer la responsabilité juridique et politique pour la réintégration des ex-combattants. Une amélioration de la part du gouvernement a été la conception de programmes et de propositions spécifiques, tels que le développement d'un modèle agro-industriel dans lequel les ex-combattants peuvent travailler et faire des profits en tant que propriétaires à temps partiel. Une autre action a été d'engager des entrepreneurs de l'Etat à embaucher des ex-combattants individuellement pour les projets de construction de routes. Les entreprises

[9] International Alert, Local Business, Local Peace: the peacebuilding potential of the domestic private sector, 2006.

reçoivent maintenant des compensations, une telle réduction d'impôt et l'état couvre les coûts de la sécurité sociale[10].

Les autorités nationales et locales ont donc affiné leur approche dans le but de gagner le soutien du secteur privé pour les activités de réintégration. Une amélioration a été la conception de programmes et de propositions spécifiques, tels que le développement de l'agro-industrie impliquant les ex-combattants. Le Bureau du Haut Commissaire pour la Paix, qui gère la réintégration des paramilitaires conjointement avec le ministre de l'Intérieur a développé un modèle pour mettre en place des entreprises agroalimentaires dans lesquelles les ex-combattants peuvent travailler et faire des profits en tant que propriétaires à temps partiel.

REINTEGRATION RURAL Vs URBAINE

Leçon 5: La réintégration dans les zones urbaines a en général besoin d'être plus diversifié et de plus longue durée que pour la réintégration en milieu rural.

Des études montrent qu'étant donné la complexité relative des marchés du travail urbain, les mesures de soutien à la réintégration en milieu urbain ont généralement besoin d'être plus diversifiés et de plus longue durée que pour la réintégration en milieu rural. La pratique indique que la réintégration urbaine est le plus souvent remise en cause par le manque de compétences et un marché du travail déprimé. Les processus de réintégration en milieu urbain semblent être plus complexes qu'en milieu rural en raison de: i) le background social et économique diversifiée des ex-combattants; ii) l'étanchéité du marché urbain du travail; iii) les différentes mesures à prendre pour aider les ex-combattants et; iv) les changements de mentalité.

Leçon 6: Toute stratégie de réinsertion rurale devrait identifier les zones propices à la réinstallation et veiller à ce que les ex-combattants ont un titre clair et un droit foncier sûr.

La réinsertion rurale est souvent confrontée à un écart entre les attentes des ex-combattants (souvent influencées par les promesses du gouvernement) et les réalités d'un environnement d'opportunités limitées en termes d'accès à la terre, ce qui peut affecter la stabilité plus tard. Toute stratégie de réintégration rurale devrait idéalement identifier les zones propices à la réinstallation et veiller à ce que les ex-combattants ont un titre clair et droit foncier sécurisé, individuellement ou dans le cadre d'un programme de réinstallation. Il existe un risque de promesses irréalistes de terre dans le but d'atteindre des objectifs de sécurité à court terme, qui ne peuvent être remplies et qui pourront conduire à une instabilité plus tard.

La majorité des ex-combattants en **Ouganda** étaient supposés de retourner dans les zones rurales et démarrer des activités agricoles. Avec l'attente de la réinstallation d'un grand nombre d'ex-combattants avec leur familles dans les communautés, l'accès à la terre était un défi majeur, même si la plupart des ex-combattants retournaient a leurs districts d'origine, où beaucoup avaient droit à la terre. La contrainte potentielle à la réintégration économique et sociale a été reconnu dès le début. Le programme a tenté de quantifier cette contrainte sur la base de la densité de la population et le

[10] InternationalAlert, Local Business, Local Peace: the peacebuildingpotential of the domestic private sector, 2006; and Office of the High Commissioner for Reintegration, DDR in Colombia – A Situational Analysis, March 2008.

pourcentage des terres cultivables et le nombre d'ex-combattants se réinstallant dans un district particulier. Un indice de réinstallation a été fait sur la base de: 1) les dispositions de propriété de la terre; 2) l'utilisation socialement acceptable de terre et 3) la qualité du sol, prenant ainsi en compte les différences par districts.

GESTION DES RESSOURCES NATURELS

Leçon 7: Les ressources naturelles bien gérées ont le potentiel de fournir des revenus, moyens de subsistance durables et des opportunités d'emploi

Des ressources naturelles bien gérées ont le potentiel de fournir de la richesse, des moyens de subsistance durables et les possibilités d'emploi. La connaissance des ex-combattants avec les forêts où des opérations militaires ont souvent lieu et les rendent particulièrement aptes à prendre des emplois de gardes forestiers ou gardes dans les ministères ou départements des ressources naturelles et des forêts comme illustre l'exemple récent des Philippines. Des initiatives similaires ont déjà été menées au **Mozambique**, au **Rwanda** et en **Indonésie** / **Aceh**.

Philippines: Les ex-combattants se gardes forestiers dans Bantay Gubat[11]

Bantay Gubat est un projet conjoint du Bureau du Conseiller Présidentiel pour le processus de paix (OPAPP) et le Ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles (DERN) réalisée par le programme Payapa à Masaganang Pamayanan (Pamana). Il est mis en œuvre par la province de l'Environnement Abra et le Bureau des Ressources Naturelles. Il ya une quarantaine d'années, les résidents de Abra et d'autres villes de la Cordillère se sont battus pour empêcher la Resource Corporation Cellophil de exploiter les zones forestières. Maintenant, 91 anciens membres de l'Armée de Libération du Peuple de la Cordillère (CLPA) ont un nouveau rôle en tant que Bantay Gubay, ou gardes forestiers. Ils sont actuellement en patrouille pour défendre et protéger les vulnérables ressources forestières d'Abra en empêchant toutes les pratiques illégales et non durables d'extraction, y compris l'exploitation forestière, le braconnage, etc. Leur emploi comme gardes forestiers soutient la mise en œuvre de l'engagement du gouvernement national à l'accord signé avec l'Armée de Libération de la Cordillère Bodong administration - Cordillera People Liberation's Army (CBA-CPLA) en Juillet 2011. Le but de cet accord était de mettre un terme à l'existence de l'ACPS comme un groupe armé et à réintégrer ses membres dans la société comme des acteurs capables d'apporter une contribution et générer des revenus.

Un autre exemple intéressant est le recrutement d'anciens combattants de la **Afghanistan** Conservation Corps:

Afghanistan Conservation Corps[12]

[11] Country example adapted from Office of the Presidential Adviser on the Peace Process (13-10-2014). *Former combatants* turn over a new leaf as forest protectors. http://www.opapp.gov.ph/cpla/news/former-combatants-turn-over-new-leaf-forest-protectors [17-10-2014].

L'Afghanistan est un pays où 80 % de la population dépend directement des ressources naturelles pour leur subsistance. Les forêts sont une source importante de bois de chauffage pour le chauffage et la cuisine. Pour répondre à la fois aux besoins des populations vulnérables et la réinsertion des ex-combattants dans la société, le gouvernement de **l'Afghanistan** a créé l'Afghan Conservation Corps (ACC). Grâce à l'ACC, les ex-combattants et les populations vulnérables ont été embauchés pour aider aux activités de reboisement dans la "Pistachio Woodlands" et dans la forêt de conifères de l'Est. En 2009, le CAC avait déployé 350 projets dans 23 provinces et généré environ 400.000 journées de travail pour les Afghans vulnérables. Ils avaient réhabilités 108 pépinières, restaurés 32 parcs publics, planté des graines de pistaches sur 226 h de forêts de pistachiers dans sept provinces et planté une moyenne de 150 000 conifères et 350 000 arbres fruitiers chaque année à travers le pays.

GENRE

Leçon 7. Le genre, encore négligé dans les processus de DDR

Les experts continuent à reconnaître la multitude de questions liées au genre et à la réintégration des groupes avec de besoins particuliers, y compris: 1) les blocages qui empêchent les femmes d'accéder à des programmes de DDR dans les mêmes proportions que les hommes («femmes cachées») en raison de la stigmatisation, du manque de connaissance, de l'intimidation ou des stratégies de communication inefficaces, et; 2) la prévalence de la violence basée sur le genre (VBG) de sorte qu'assurer la protection les femmes dans les programmes de DDR reste critique[13].

[12] Country example adapted from UNEP & UNDP. 2013. *The Role of Natural Resources in Disarmament, Demobilization and Reintegration. Addressing Risks and Seizing Opportunities.* p. 46.

[13] First Joint DPKO-UNDP DDR Meeting Report, Morocco, July 2009